

# BULL'INFO

« Plus qu'une revue de presse!... »

de la Coalition solidarité santé

[www.cssante.com](http://www.cssante.com) [www.facebook.com/CoalitionSolidariteSante](https://www.facebook.com/CoalitionSolidariteSante) <https://twitter.com/cssante>



Édition du 24 avril 2016

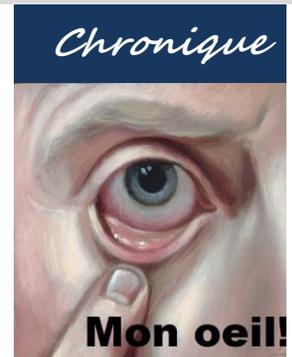
Abonnez-vous : [cliquez ici!](#) (C'est gratuit!)

« La politique n'est rien de plus que la médecine pratiquée en grand. » - Rudolf VIRCHOW

## LETTRE À LA VÉRIFICATRICE GÉNÉRALE

N.B. Cette semaine, la chronique « Mon œil » cède la place à la publication d'une lettre adressée à la Vérificatrice générale par trois ex-cadres du Ministère de la Santé et des Services sociaux, telle que rapportée dans LeDevoir du [samedi 23 avril](#). Nous voulons ainsi faire connaître plus largement encore le contenu de leur missive, de même que recueillir d'autres appuis à leur initiative.

À leur demande, la Coalition recevra les noms des personnes et organismes qui veulent rallier les rangs des appuieurs dont vous trouverez la liste à la fin de la lettre. Vous pouvez le faire par un message envoyé à [cssante@gmail.com](mailto:cssante@gmail.com).



Jacques Benoit,  
Coordonnateur.

\*\*\*\*\*

## LA SITUATION DANS LE SECTEUR DE LA SANTÉ NOUS INQUIÈTE

23 avril 2016 | Texte collectif\*

Madame la Vérificatrice générale,

Nous voulons attirer votre attention sur des questions fort préoccupantes pour l'évolution de notre système de santé, questions qui mériteraient, selon nous, des travaux de vérification. En vertu du mandat et des pouvoirs qui sont les vôtres, vous représentez l'institution la plus crédible pour effectuer une lecture neutre et objective de la situation actuelle dans le secteur de la santé et des services sociaux.

Nous avons associé à notre démarche des personnes qui se sont impliquées activement dans le réseau de la santé et des services sociaux du Québec au cours des dernières décennies comme gestionnaires, professionnels et travailleurs de la santé, représentants des travailleurs ou des bénéficiaires ou comme membres de conseils d'administration. Leurs noms sont annexés à la présente.

Plusieurs raisons sous-tendent nos inquiétudes et motivent la présente démarche. 1- Les évidences scientifiques ne soutiennent pas les effets recherchés par plusieurs des mesures de la réforme en cours, que ce soit la fusion des établissements, la centralisation des pouvoirs dans les mains du ministre ou encore la médicalisation et la privatisation de la fourniture de services. Les évidences scientifiques témoignent souvent d'effets inverses à ceux recherchés. 2- Toutes les instances qui étaient susceptibles de fournir une lecture différente de celle du ministre sur ce qui se passe dans le réseau ont été abolies ou muselées : association d'établissements, conseils d'administration élus ou nommés par la base, équipe de recherche analysant l'impact des changements organisationnels sur les services à la population et sur la performance des organisations ainsi que, tout récemment, le Commissaire à la santé et au bien-être. 3- Le personnel du réseau n'ose plus faire de représentations publiques de peur de subir des représailles. C'est d'ailleurs ce qui explique qu'aucun des signataires de cette lettre ne travaille actuellement dans le réseau de la santé et des services sociaux. 4- Les médias n'ont plus la même latitude qu'auparavant pour observer ce qui se passe dans les établissements. 5- Les chercheurs ne peuvent plus avoir rapidement accès aux données leur permettant d'apprécier les impacts des changements découlant de la réforme. 6- Plusieurs observations d'un nombre croissant d'acteurs du réseau ne corroborent pas les effets déclarés par les autorités politiques. C'est pourquoi nous estimons qu'une vérification des impacts de la transformation majeure que subit le réseau est pertinente.

Si vous partagez nos préoccupations, nous pensons que la vérification pourrait couvrir au moins les trois points suivants : les soins et les services à la population ; l'évolution des budgets et leur répartition ; la charge de travail des employés.

Le premier point, et le plus important, est la prétention des autorités voulant que ces transformations peuvent s'effectuer sans affecter les services à la population. Nous en doutons énormément. Nous craignons que la mise en place de la loi 10 concentre les services à la population dans les régions urbaines au détriment des régions périphériques et éloignées. Certaines missions des CISSS et des CIUSSS, dont celles des services hospitaliers et des services médicaux spécialisés, sont susceptibles d'être avantagées au détriment d'autres missions, dont les services à domicile, la première ligne, la santé publique, la santé mentale, les services aux personnes handicapées et aux jeunes en difficulté. Votre analyse pourrait cibler, avant et après la mise en place de la loi 10, l'évolution de l'importance relative des clientèles selon les différentes missions des CISSS ainsi que leur déploiement selon leur région d'appartenance.

Le deuxième point concerne l'allocation et l'utilisation des ressources. La prétention des autorités est que ces transformations permettront d'importantes économies en raison de la taille plus importante des établissements, principalement au chapitre des dépenses d'administration. Là encore, nous en doutons. Les évidences scientifiques démontrent plutôt que des économies sont possibles lorsqu'on fait référence à des établissements de petite et moyenne taille. Au-dessus d'un certain seuil (400-500 lits), les coûts ont tendance à augmenter plutôt qu'à diminuer. De plus, les économies d'échelle sont plus ténues lors de fusions d'établissements de missions différentes comme c'est le cas avec la loi 10. Il en résulte souvent un transfert de ressources vers les établissements qui occupent une position dominante dans la fusion, comme c'est le cas avec les centres hospitaliers. Nous estimons important de vérifier l'évolution des budgets des établissements de santé et de services sociaux avant et après leur fusion selon leur mission et la région à laquelle ils appartiennent, notamment sous l'angle des dépenses administratives et de celles qui concernent les services à la population.

Le troisième point concerne la charge de travail imposée au personnel. Aucune considération n'est accordée par les instances politiques à l'impact de ces transformations et compressions budgétaires sur le fardeau de tâches de ces travailleurs et travailleuses. Or, cet impact est important. S'il est difficile d'en mesurer directement le

poinds, il existe toutefois des indicateurs qui permettent d'apprécier des conséquences négatives résultant de l'accroissement de la charge de travail. Analyser l'évolution des nombres de départs, de postes non pourvus et des congés de maladie dans les établissements de la santé et des services sociaux, avant et après leur fusion dans les CISSS et les CIUSSS, et ce, selon les missions des établissements et leur région d'appartenance pourrait fournir des réponses.

Nous sommes conscients que cette proposition constitue un travail d'une grande ampleur. Nous la considérons comme justifiée étant donné que la santé et le bien-être sont une préoccupation majeure de la population, qui y consacre annuellement une quantité de ressources très importante.

Sachant que vous êtes préoccupée, comme nous, par les effets produits par les changements en cours dans le réseau de la santé et des services sociaux, nous pensons que vous recevrez notre proposition avec intérêt.

Nous vous remercions, Madame, de l'attention que vous porterez à cette proposition.

\*Ont signé ce texte: **Paul Lamarche**, professeur honoraire, Administration de la santé, Université de Montréal, ex-Sous-ministre associé au ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS); **Pierre Joubert**, ex-directeur de la recherche et de l'évaluation au MSSS et ex-directeur de la recherche, de la formation et du développement à l'INSPQ; **Marc-André Maranda**, ex-directeur du programme de santé publique au MSSS

Liste des personnes qui appuient cette initiative :

Jacques Benoît, coordonnateur, Coalition Solidarité-Santé  
Liliane Bertrand, ex-cadre de santé publique au MSSS  
Yves Bolduc, président, Association des gestionnaires des établissements de santé et de services sociaux AGESSS  
Camil Bouchard, professeur associé, UQAM  
Astrid Brousselle, professeure, Université de Sherbrooke  
Annie Carrier, professeure, Université de Sherbrooke  
André-Pierre Contandriopoulos, professeur émérite, Université de Montréal  
Damien Contandriopoulos, professeur, Université de Montréal  
Jean-Claude Deschênes, professeur, ENAP, ex-sous-ministre en titre, Santé et Services sociaux  
Michel Gervais, ex-président du CA, Association québécoise des établissements de santé et de services sociaux  
Yun Jen, présidente de l'Association médicale du Québec  
Gérald Larose, professeur invité, UQAM  
Diane Lavallée, ex-directrice générale, Association québécoise des établissements de santé et de services sociaux  
Mélanie Levasseur, professeure, Université de Sherbrooke  
Laurent Marcoux, président sortant de l'Association médicale du Québec  
Jean-Pierre Ménard, avocat pour la défense des malades  
Hélène Morais, ex-présidente, Conseil de la santé et du bien-être  
Raynald Pineault, professeur émérite, Université de Montréal  
Amélie Quesnel-Vallée, professeure adjointe, Université McGill  
Lee Soderstrom, professeur honoraire, Université McGill  
Jean Turgeon, professeur associé, ENAP

(Tiré de [l'édition numérique du Devoir du 23 avril 2016.](#))

LE MINISTRE BARRETTE A ABOLI  
LE COMMISSAIRE À LA SANTÉ ET AU BIEN-ÊTRE!



MAIS **NOUS**, IL NE NOUS ABOLIRA PAS!  
SIGNONS LA LETTRE D'APPUI!...

<http://remedeauxcoupures.cssante.com/formulaire/>

<http://remedeauxcoupures.cssante.com/formulaire/>

**NOTE :**

La Banque mondiale est une organisation dont les actionnaires sont ses 188 pays membres, représentés en général par les ministres des Finances ou du Développement. En 1997, la Banque mondiale publiait un rapport sur le développement dans le monde intitulé "L'État dans un monde en mutation". Ce rapport rendait compte des transformations de l'État dans ses pays membres, des transformations qui allaient dans le sens d'ouvrir au marché les services publics, de libéraliser les marchés publics.

Le rapport faisait état des moyens utilisés pour ouvrir les services publics au marché. On peut regrouper ces moyens sous 6 stratégies: LE DÉFAUT DE RESSOURCES, LA DÉCENTRALISATION-RÉGIONALISATION, LA DÉRÈGLEMENTATION, LA TARIFICATION, LA COMMUNAUTARISATION ET LA PRIVATISATION.

L'action du gouvernement Couillard se rattache aussi à ces 6 stratégies. Le classement de la revue de presse qui suit veut rendre compte de cette réalité.

**DÉFAUT (MANQUE) DE RESSOURCES :**

**FIN DES CONSULTATIONS SANS RENDEZ-VOUS AU CLSC DES FAUBOURGS** - Depuis lundi, les patients qui se présentent au CLSC des Faubourgs au centre-ville de Montréal ne peuvent plus consulter un médecin sans rendez-vous s'ils n'ont pas déjà un médecin famille à cet endroit. Les médecins affirment qu'ils ont pris cette décision pour répondre aux nouvelles exigences du ministère de la Santé...

**CLSC DES FAUBOURGS : LE MINISTRE BARRETTE NIE TOUTE RESPONSABILITÉ** - Le ministre de la Santé Gaétan Barrette balaie du revers de la main les arguments avancés par les médecins du CLSC des Faubourgs pour justifier leur décision de cesser d'offrir des consultations sans rendez-vous aux patients qui ne sont pas inscrits à leur groupe de médecine familiale (GMF)...

**CLSC** - Les patients qui se présentent au CLSC des Faubourgs au centre-ville de Montréal, ne peuvent plus consulter un médecin sans rendez-vous s'ils n'ont pas déjà un médecin famille à cet endroit. Les médecins affirment qu'ils n'ont pas le choix de fonctionner ainsi s'ils veulent pouvoir se conformer à la loi sur les Groupes de médecine familiale. En entrevue : Melissa Gaouette, Vice Présidente de la Fédération de la santé et des services sociaux (FSSS)...

**DIMINUTION DE SERVICES AU CLSC DES FAUBOURGS: LES PATIENTS ORPHELINS DE MÉDECIN DE FAMILLE SONT REDIRIGÉS VERS D'AUTRES CLINIQUES** - Alors que les médecins du CLSC des Faubourgs à Montréal sont contraints de réserver le sans rendez-vous aux patients inscrits, le ministre Gaétan Barrette affirme qu'ils devront en plus doubler le nombre de patients qu'ils suivent...

**BEAUCOUP DE PRESSION SUR LES INFIRMIÈRES DE L'HÔPITAL ANNA-LABERGE, DIT LE SYNDICAT** - Le syndicat des infirmières de l'hôpital Anna-Laberge a réagi au récent article publié dans le Soleil de Châteauguay qui révélait que c'était aux urgences de l'hôpital de Châteauguay qu'on attendait le plus au Québec avant de voir un médecin. Le syndicat n'est pas surpris et remarque que son personnel est à bout de souffle...

**LE DIEU DE LA SANTÉ** - Justin Trudeau a promis en campagne électorale d'injecter la somme de 3 milliards sur quatre ans spécifiquement pour les soins à domicile à travers le Canada.

**REGISTRE DU CANCER: UN FOUILLIS COÛTEUX ET INUTILE** - L'entêtement de Québec à vouloir développer son propre registre du cancer a déjà coûté près de cinq fois plus cher qu'une solution existante qui lui a été proposée en 2010, sans

compter que le registre québécois ne répondra ni aux normes internationales, ni aux besoins des intervenants dans le domaine du cancer...

**«QUAND L'AUSTÉRITÉ TUE»** - Deux experts, le sociologue David Stuckler et le professeur de médecine Sanjay Basu, ont entrepris de mesurer les effets des politiques d'austérité dans les différents pays où elles ont été appliquées. Leur constat est accablant. Il se résume dans le titre de leur ouvrage *Quand l'austérité tue*, publié aux Éditions Autrement en 2014...

**INVESTIR (LE MOINS POSSIBLE) DANS SES ENFANTS** - Depuis 2007, le gouvernement libéral semble plus intéressé par le marché des services de garde que par la qualité de ceux-ci. Et on a une étude qui le démontre...

**COMPRESSIONS DANS LES CPE : FAMILLES ET EMPLOYÉS INTERPELLENT QUÉBEC** - Des dizaines de parents, d'enfants et d'employés des Centres de la petite enfance (CPE) ont marché dans les rues de Montréal, samedi, pour protester contre les compressions dans les CPE, et réclamer un réinvestissement sans le réseau...

**CSDM: LES ENFANTS EN DIFFICULTÉ VICTIMES DE L'AUSTÉRITÉ** - Les élèves en difficulté de la Commission scolaire de Montréal (CSDM) sont durement touchés par les mesures d'austérité du gouvernement Couillard, ont dénoncé lundi des parents...

**INTÉGRATION DES ÉLÈVES EN DIFFICULTÉ: LES PROFS ET LES ÉLÈVES ÉCOPENT, AFFIRME UNE ÉTUDE** - En plus d'alourdir le quotidien des enseignants, l'intégration des élèves en difficulté dans les classes régulières se fait sans les services adéquats, au détriment des autres élèves, selon une étude rendue publique mardi...

**DES ÉCOLES COMME DANS LES «PAYS SOUS-DÉVELOPPÉS»: DES ENSEIGNANTS DÉNONCENT LES CONSÉQUENCES DES COMPRESSIONS BUDGÉTAIRES SUR LEURS ÉLÈVES** - Une vingtaine d'élèves défavorisés qui ne déjeunent plus le matin, un gymnase délabré aux paniers de basketball brisés depuis des mois, une enseignante qui débourse des centaines de dollars pour meubler sa classe; des écoles de Montréal s'apparentent à celles d'un «pays sous-développé», dénoncent des enseignants...

#### **DÉCENTRALISATION/RÉGIONALISATION :**

**Loi 10 modifiant le système de Santé et de Services Sociaux (et ses effets)**

**LA SANTÉ A BESOIN D'UN EXAMEN D'URGENCE: D'EX-TÉNORS DU RÉSEAU RÉCLAMENT QUE LA VÉRIFICATRICE GÉNÉRALE ÉVALUE LA RÉFORME BARRETTE** - Dans un geste sans précédent, des ex-ténors du réseau de la santé sollicitent une vérification urgente de la vérificatrice générale sur les impacts de la réforme du ministre Gaétan Barrette, notamment sur les patients...

**LETTRE À LA VÉRIFICATRICE GÉNÉRALE: LA SITUATION DANS LE SECTEUR DE LA SANTÉ NOUS INQUIÈTE** - Madame la Vérificatrice générale, Nous voulons attirer votre attention sur des questions fort préoccupantes pour l'évolution de notre système de santé, questions qui mériteraient, selon nous, des travaux de vérification. En vertu du mandat et des pouvoirs qui sont les vôtres, vous représentez l'institution la plus crédible pour effectuer une lecture neutre et objective de la situation actuelle dans le secteur de la santé et des services sociaux...

**L'ÉCHEC DE LA RÉFORME BARRETTE** - Si les interventions du ministre Barrette donnent l'impression qu'enfin quelqu'un «fait quelque chose», un examen plus attentif montre que la direction prise est inquiétante...

**FORCÉE DE TRAVAILLER 16 HEURES DE SUITE, ELLE APPELLE LA POLICE** - Une infirmière auxiliaire d'un CHSLD de L'Assomption a dû appeler la police pour dénoncer l'intimidation de son employeur qui l'obligeait à travailler 16 heures d'affilée...

**DR BARRETTE, LA LOI 10 NOUS PRIVE DE NOTRE DIGNITÉ !** - À l'invitation de Québec solidaire, nous témoignons, 1 an après la Loi 10 du Dr Barrette, des conséquences sur le soutien à domicile pour les personnes en situation de handicap...

**CRI D'ALARME DES CADRES DE LA SANTÉ** - «Le réseau est en péril.» C'est le constat inquiétant que fait le président de l'Association des gestionnaires des établissements de santé et de services sociaux (AGESSS), Yves Bolduc, qui revient tout juste d'une tournée des différentes régions du Québec pour tâter le pouls des cadres du réseau...

**LE QUÉBEC EST LOIN DU DANEMARK EN MATIÈRE DE SANTÉ** - Le Québec s'éloigne du modèle scandinave dans la gestion de ses hôpitaux. Tel est le constat du chargé de cours à l'Université de Sherbrooke, Jean-Patrick Brady, qui donnera une conférence samedi dans le cadre du Congrès annuel de l'Association médicale du Québec. Métro a discuté avec lui de la centralisation de notre système de santé...

**LE RPCU DRESSE UNE LISTE DE 12 TRAVAUX POUR LE MINISTRE DE LA SANTÉ** - Un an après le début de la réorganisation du réseau de la santé, le Regroupement provincial des comités des usagers (RPCU) a dressé une liste des 12 travaux à réaliser au cours des prochains mois par le ministre de la Santé Gaétan Barrette...

**LES CADRES DE LA SANTÉ LANCENT UN SOS: À BOUT DE SOUFFLE, ILS DEMANDENT UNE RENCONTRE D'URGENCE AVEC GAÉTAN BARRETTE** - Déprimés, stressés, sous pression, croulant sous les responsabilités et les kilomètres à avaler pour faire leur travail, les gestionnaires du réseau de la santé sont à bout de souffle. Ils demandent une rencontre d'urgence avec le ministre Gaétan Barrette. L'enjeu : ralentir la réforme administrative du réseau...

**LES GESTIONNAIRES DU CIUSSS DÉMOTIVÉS** - «Très démobilisant, on a l'impression d'être comme des condamnés et compter le temps qu'il nous reste à travailler.»...

**SANTÉ: LES CONDITIONS DE TRAVAIL SE DÉTÉRIORENT, JUGE UN SYNDICAT** - Un an après l'entrée en vigueur de la réforme du système de la santé mise en place par le ministre Gaétan Barrette, le syndicat qui représente les gestionnaires du réseau fait état d'une détérioration de leurs conditions de travail...

**LES CADRES DU RÉSEAU DE LA SANTÉ CRIENT LEUR ESSOUFFLEMENT** - Le ministre de la Santé et des Services sociaux, Gaétan Barrette, accepte de rencontrer les gestionnaires des établissements du réseau, qui réclament un entretien de toute urgence. Se disant essoufflés par la réforme adoptée l'an dernier, ceux-ci lancent un cri d'alarme...

**BARRETTE VEUT RASSURER LES GESTIONNAIRES DE LA SANTÉ** - Le ministre de la Santé, Gaétan Barrette, s'est voulu rassurant mardi à l'égard des gestionnaires du réseau de la santé. «On apprécie leur travail, on comprend qu'il y a une difficulté, et on sait qu'on va y arriver», a-t-il déclaré au Soleil...

**CRDITED : RÉSISTER À L'EFFRITEMENT DES SERVICES SOCIAUX** - La mission des Centres de réadaptation en déficience intellectuelle et en troubles envahissants du développement (CRDITED) est directement atteinte par la réforme Barrette. Entre l'application du projet de loi 10, les compressions budgétaires et les tentations des employeurs pour la privatisation, ce sont de plus en plus le personnel et les usagères et usagers qui en vivent les conséquences...

**PROJET DE LOI 10: LA FIQ DÉCIDE D'INFORMER ELLE-MÊME SES MEMBRES** - À la suite de l'adoption du projet de loi 10 modifiant la gouvernance dans le réseau de la santé, la Fédération interprofessionnelle de la santé du

Québec (FIQ) dénonce le manque d'informations communiquées à ses membres de la part de la direction du Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue (CISSSAT). Elle a décidé de répondre elle-même à leurs interrogations grâce à des kiosques d'information...

**CIUSSS: LA SITUATION AMPLIFIE LES DOUTES** - Les dirigeants des principaux syndicats du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) du Saguenay-Lac-Saint-Jean ne sont pas surpris par le niveau de désarroi au sein des équipes de gestion. Ils considèrent que cette situation ne fait qu'amplifier les doutes du personnel quant à la réforme du ministre Gaétan Barrette, à l'aube d'une nouvelle série de compressions de l'ordre de 18 millions \$ dans le réseau régional...

**LE MINISTRE NÉGLIGÉ** - Notre bon ministre de la Santé, Gaétan Barrette, se plaint aux journalistes du manque d'attention qu'ils accordent à sa « plus grande réforme de la santé » et à « ses » investissements majeurs dans le secteur hospitalier. Nous manquerions donc collectivement d'information pour bien voir et comprendre. Ce serait la faute des journalistes qui prêtent trop d'attention aux manoeuvres de diversion des partis d'opposition...

**COUPES MINISTÉRIELLES DANS LA SANTÉ** - J'ai travaillé 35 ans au CHUM de Montréal et, dans les années 90, le gouvernement a décidé de couper des cadres dans la santé. Wow, direz-vous, enfin! Et bien non... Voici ce qui s'est réellement passé...

**LES 12 TRAVAUX DU MINISTRE BARRETTE : RELEVER LES DÉFIS DE LA RÉORGANISATION PAR LA SOLIDARITÉ** - Le Regroupement provincial des comités des usagers (RPCU), le principal porte-parole des usagers du réseau québécois de la santé et des services sociaux, fait aujourd'hui le point sur les défis qui attendent le gouvernement dans la deuxième année de la réorganisation entamée par son ministre de la Santé et des Services sociaux, Dr Gaétan Barrette...

## **DÉRÈGLEMENTATION :**

**LOGEMENT SOCIAL: QUÉBEC PRÉPARE UNE RÉFORME MAJEURE** - Le mode d'accès au logement social sera bientôt totalement transformé, selon ce qu'a appris La Presse canadienne lundi. Le ministre des Affaires municipales, Martin Coiteux, travaille à une réforme majeure de la Société d'habitation du Québec (SHQ) et de ses programmes, comme Accès Logis et le Supplément au loyer, qui visent à fournir un logement à coût modique à des milliers de ménages à faible revenu...

**COITEUX OUVERT AU DÉPÔT DE GARANTIE** - Le ministre responsable de l'habitation, Martin Coiteux, prépare une réforme de la Régie du logement en plus de sa réforme de la Société d'habitation du Québec. Et dans le cadre de ce grand ménage, il n'exclut pas d'imposer aux futurs locataires qu'ils paient un dépôt de garantie comme le suggèrent les associations de propriétaires...

**LE RCLALQ SONNE L'ALARME : LE DÉPÔT DE GARANTIE ENTRAVERAIT L'ACCÈS AU LOGEMENT ET PRÉCARISERAIT LES MÉNAGES LOCATAIRES** - Le Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec (RCLALQ) est gravement inquiet de la déclaration de M. Coiteux sur son ouverture à légaliser le dépôt de garantie. « Dans les pays et provinces où le dépôt de garantie est légal, non seulement cela précarise les ménages vulnérables mais c'est la principale cause de litige entre propriétaires et locataires » explique Isabelle Monast-Landriault, porte-parole du RCLALQ. « Si l'objectif de Monsieur Coiteux est de rendre la Régie du logement plus efficace, le dépôt de garantie serait un faux pas car la Régie serait envahie de demandes de locataires souhaitant récupérer leur argent en fin de bail, comme ça se passe ailleurs dans le monde » avertit Mme Monast-Landriault...

## **Lobbyisme, collusion:**

### **AFFAIRE KPMG : DES SOIRÉES COCKTAIL POUR DE HAUTS FONCTIONNAIRES DU FISC, PAYÉES PAR LES**

**COMPTABLES** - Des hauts fonctionnaires de l'Agence du Revenu du Canada ont été invités à un club huppé d'Ottawa par un groupe de comptables influents, selon des documents obtenus par l'émission Enquête et CBC. Parmi les membres de ce groupe se trouvent des hauts dirigeants du cabinet KPMG, ce cabinet qui est dans la ligne de mire du fisc pour avoir aidé des millionnaires canadiens à cacher plus de 130 millions de dollars à l'île de Man...

**DES FICHES DE RECRUTEMENT DU PLQ CHEZ MARC-YVAN CÔTÉ** - Des documents provenant de la perquisition effectuée à la résidence de Marc-Yvan Côté le 27 février 2014 ont été remis à TVA Nouvelles par la Coalition Avenir Québec (CAQ)...

**LA CULTURE DU MUR** - Au début du mois, le Collège des médecins du Québec a dû s'enregistrer au registre des lobbyistes pour demander au ministre de la Santé d'intervenir dans le cas de deux établissements de la région montréalaise où il décelait des problèmes de gestion et de qualité des soins...

**LA TRANSPARENCE PROMISE PAR SUNCOR EST JUGÉE INSUFFISANTE - LES ACTIONNAIRES ONT LE DROIT DE SAVOIR, PLAIDE L'ORGANISATION SUMOFUS** - Suncor s'engage à une plus grande transparence au sujet de ses activités de lobbying, mais un groupe militant qui veut faire approuver une résolution formelle lors de l'assemblée du 28 avril, SumOfUs, estime que l'entreprise pétrolière ne va pas assez loin...

## **Lean, toyotisme :**

**COLLÈGE PRO-ACTION** - Le Collège Proaction est une filiale de Proaction International qui offre des programmes innovateurs de formation adaptés aux besoins des entreprises et des individus. Ces programmes d'enseignement de haut calibre ont pour objectif de développer de futurs gestionnaires d'élite...

## **TARIFICATION :**

**RESSOURCES FORTEMENT TOUCHÉES: DES RÉSIDENCES POUR AÎNÉS ET PERSONNES À BESOINS SPÉCIAUX ÉCOPENT À QUÉBEC** - À Québec, les propriétaires de Ressources intermédiaires d'hébergement essuient des hausses de taxes salées de l'ordre de 50 % qui atteignent dans certains cas 50 000 \$, voire 80 000 \$...

### **PL 20 favorisant l'accès aux services de médecine de famille et de médecine spécialisée et modifiant diverses dispositions législatives en matière de procréation assistée:**

**GUICHET D'ACCÈS À UN MÉDECIN DE FAMILLE: UN MAUVAIS DÉPART CLAMENT LES MÉDECINS** - Une semaine après la mise en place du guichet d'accès à un médecin de famille (GAMF) plusieurs médecins éprouvent des difficultés à se faire attribuer des patients. Les citoyens qui sont suggérés aux médecins demeurent souvent trop loin de leur lieu de pratique. La Fédération des omnipraticiens parle de « cafouillage » et « de ratés ». Le ministre de la Santé Gaétan Barrette promet de corriger le tir...

**UNE SEULE LISTE POUR TROUVER UN MÉDECIN** - Le ministère de la Santé et des Services sociaux a lancé, la semaine dernière, un nouveau système de guichet unique pour les médecins de famille. Maintenant, tous les patients «orphelins» se retrouveront dans une seule et même liste, ce qui devrait faciliter leur inscription, estime la direction générale du CIUSSS du Saguenay-Lac-Saint-Jean...

**MÉDECIN DE FAMILLE: CE QUI POURRAIT VOUS ARRIVER EN VOUS INSCRIVANT AU GUICHET** - En une semaine, 60 000 Québécois se sont inscrits au nouveau guichet d'accès unique dans l'espoir de trouver un médecin de famille. Certains d'entre eux ont parlé de leur expérience à Métro. Quelques tendances se dégagent...

**LE NOUVEAU GUICHET D'ACCÈS N'EST PAS AU POINT, SELON LES MÉDECINS** - Plusieurs médecins ont vécu des frustrations en utilisant le nouveau guichet d'accès à un médecin de famille, lancé il y a une semaine, se faisant proposer la prise en charge de patients trop loin de leur lieu de pratique ou qui ne correspondent pas à leur pratique particulière, déplore la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec (FMOQ)...

**Rémunération des médecins :**

**PRIMES DE 1,5 G\$ AUX MÉDECINS: LES GAINS VERSÉS AUX OMNIPRATICIENS N'ONT PAS DONNÉ LES RÉSULTATS ATTENDUS AU MINISTÈRE DE LA SANTÉ** - Les médecins omnipraticiens ont encaissé des primes de plus de 1,5 milliard de dollars au cours des cinq dernières années sans livrer aux patients le volume de services attendu par le ministère de la Santé, a appris Le Journal...

**LES MÉDECINS DOIVENT LIVRER LA MARCHANDISE, DIT BARRETTE** - Les médecins doivent livrer la marchandise maintenant qu'ils ont complété le rattrapage salarial qu'ils demandaient, souhaite le ministre de la Santé Gaéтан Barrette...

**LE PROBLÈME EST L'APPLICATION DU MODE DE RÉMUNÉRATION DES MÉDECINS, DIT BARRETTE** - «Le problème, ce n'est pas le mode [de rémunération des médecins]. C'est la façon d'exercer le mode.»...

**HAUSSE DU SALAIRE DES MÉDECINS: PORTE «PLUS FERMÉE QU'OUVERTE», DIT BARRETTE** - Le ministre de la Santé, Gaéтан Barrette, assure que la porte est «plus fermée qu'ouverte» quant à l'éventualité d'une nouvelle hausse de la rémunération des médecins...

**LES MÉDECINS POURRAIENT GAGNER PLUS... S'ILS FONT UNE DÉMONSTRATION À LA EINSTEIN** - La rémunération des médecins pourrait encore augmenter s'ils font la démonstration « à la Einstein » qu'ils ont un écart à combler par rapport au reste du Canada, a déclaré mardi le ministre de la Santé, Gaéтан Barrette...

**LES MÉDECINS DISCUTENT DES GRANDS ENJEUX DE LEUR PROFESSION EN CONGRÈS** - Quelque 150 acteurs-clés du milieu médical se sont donné rendez-vous à Montréal pour le 18e Congrès annuel de l'Association médicale du Québec (AMQ) afin de mettre la table sur d'éventuelles pistes de solution permettant d'offrir non seulement plus de soins à la population mais aussi une meilleure qualité de service...

**PL 92 :**

**PROJET DE LOI 92: ET PLUS ENCORE...** - Dans ma chronique précédente, je parlais du rôle que jouera le projet de loi (PL) 92 dans l'ensemble de l'œuvre de marchandisation de notre système public de soins et services sociaux du ministre Gaéтан Barrette. Lors de la conférence de presse où il présentait son PL, le ministre a affirmé certaines choses qui ont attiré mon attention...

**PRIVATISATION :**

**L'APTS S'INQUIÈTE POUR LA SURVIE DES CLSC DE LA MONTÉRÉGIE EST** - L' Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS) de la Montérégie Est s'inquiète vivement du transfert annoncé de nombreux Professionnels des CLSC du CISSS vers les groupes de médecine familiale (GMF) de la région...

**LA PRIVATISATION DES SERVICES DE GARDE** - Il est de plus en plus clair que les libéraux tentent une privatisation tranquille de notre réseau public de services de garde. La preuve n'est plus à faire, les services de garde privés poussent comme des champignons au détriment des places en centre de la petite enfance (CPE) et en milieu familial régi subventionné. Qu'arrivera-t-il après cette privatisation? Pour mener à bien cet exercice de politique-fiction, tournons notre regard vers l'ouest, à Toronto...

**LE RIDICULE NE TUE PAS** - Le Guide de mesures d'économie d'énergie destiné aux services de garde éducatifs à l'enfance publié la semaine dernière par le ministère de la Famille du Québec et par le Bureau de l'efficacité et de l'innovation énergétiques du ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles est d'un ridicule consommé...

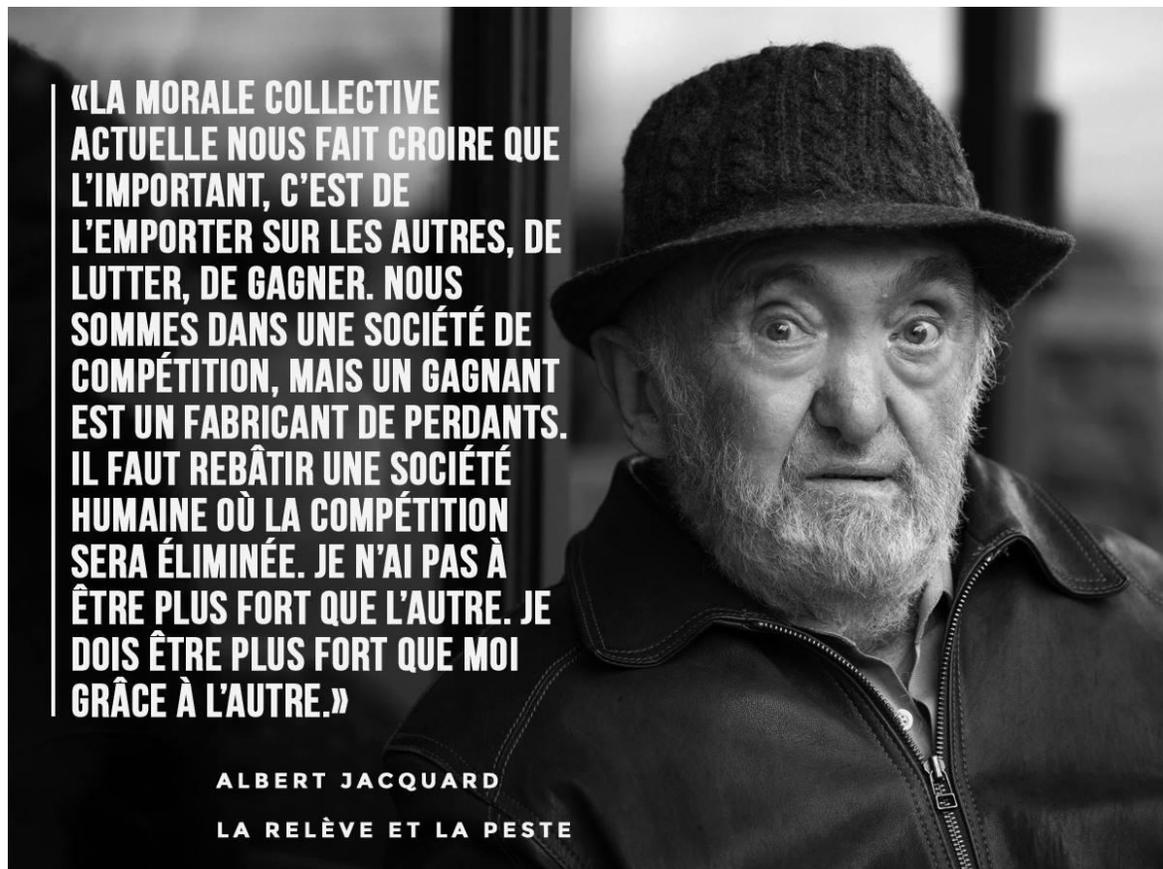
**LA RÉMUNÉRATION DES DONNEURS DE PLASMA** - Au début des années 1980, les Canadiens ont appris que leur approvisionnement en sang était contaminé au VIH et à l'hépatite C. Ils ont perdu confiance en la Croix-Rouge, l'organisme de collecte de sang à cette époque. Le gouvernement du Canada a alors créé une nouvelle agence non liée, la Société canadienne du sang, et l'a autorisée à mettre en œuvre les recommandations du juge Horace Krever, l'une étant la cueillette de sang à partir de dons volontaires et non rémunérés. Aujourd'hui, l'Organisation mondiale de la santé et plusieurs autres agences internationales de santé ont un objectif commun, notamment 100 % de la collecte de sang et de plasma à partir de dons volontaires d'ici 2020...

**PRÈS DE 520 000 \$ AMASSÉS DANS LA COMMUNAUTÉ** - Grâce à la générosité des Beaucerons, la Fondation Santé Beauce-Etchemin (FSBE) a amassé 519 012 \$ dans le cadre de sa campagne annuelle 2015-2016...

**Les vraies affaires :**

**QUÉBEC RACHÈTE DES ACTIFS DE CLIFFS RESOURCES AU COÛT DE 68 MILLIONS** - Le gouvernement du Québec devrait injecter jusqu'à 68 millions de dollars afin de racheter des actifs de la minière en faillite Cliffs Natural Resources, à Sept-Îles. La Cour supérieure a en effet accepté l'offre de Québec lundi. Le gouvernement injecte donc de nouveau des millions de dollars pour tenter de relancer le Plan Nord libéral.

**Résistance et riposte :**



**COUPES DANS LES CPE: REVENDICATIONS À COUPS DE CASSEROLES** - Un non-sens, c'est ce qu'ont dénoncé à coups de casseroles dimanche des parents qui payent plus cher pour des centres de la petite enfance (CPE) offrant de moins en moins de services...

**ALAIN DENEAULT : « LES MÉDIOCRÉS ONT PRIS LE POUVOIR »** - Dans La Médiocratie, un livre coup de poing, le philosophe Alain Deneault critique la médiocrité d'un monde où la moyenne devient une norme. Cet empire s'étend à toutes les sphères de l'existence: travail social, économie, politique...

**LA DANGEREUSE JUDICIARISATION DU DÉBAT PUBLIC** - La Cour suprême du Canada aura à se prononcer sous peu sur la condamnation de Gabriel Nadeau-Dubois pour outrage au tribunal dans la cause l'opposant à Jean-François Morasse, un ancien étudiant de l'Université Laval. La cause sera entendue le vendredi 22 avril 2016. Rappelons qu'en janvier 2015, la Cour d'appel du Québec avait infirmé le jugement rendu en décembre 2012, lequel déclarait l'ancien leader étudiant coupable d'outrage au tribunal. La Ligue des droits et libertés ainsi que les organisations signataires de cette lettre s'inquiètent vivement des enjeux de liberté d'expression que ce dossier soulève...

#### **Environnement :**

**HEURTEL MET EN CAUSE LA VÉRACITÉ D'UN RAPPORT FÉDÉRAL SUR LES GES** - Le ministre de l'Environnement, David Heurtel, a mis en cause la véracité d'un rapport du gouvernement fédéral qui montre que le Québec piétine dans ses efforts pour réduire ses émissions de gaz à effet de serre (GES), hier. Un document qui confirme que l'extraction de pétrole et de gaz est la principale source de pollution au carbone du Canada...

**LES ÉMISSIONS DE GES POURRAIENT AUGMENTER CETTE ANNÉE, ADMET MCKENNA** - Les émissions de gaz à effet de serre pourraient bien grimper encore cette année au Canada, admet la ministre de l'Environnement, Catherine McKenna. À la sortie d'une rencontre de comité, elle a signalé que les mesures de réduction des GES mises en avant par le gouvernement libéral auront surtout des effets à long terme. Dans un avenir rapproché, plusieurs éléments pourraient influencer les émissions, à commencer par l'état du marché, a noté la ministre...

**ÉNERGIE EST: QUÉBEC MANDATE UNE FIRME POUR ÉVALUER LES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES** - Une firme indépendante a été mandatée sans appel d'offres pour évaluer les retombées économiques du projet d'oléoduc Énergie Est, ont annoncé lundi deux ministres du gouvernement du Québec...

#### **Conditions de vie (et de travail):**

**L'EFFET DESMARAIS POUR HAUSSER LE SALAIRE MINIMUM À 15\$ DÈS 2017** - Depuis quelques années déjà, les inégalités de revenus prennent le haut du pavé, aux côtés des problèmes environnementaux, comme enjeu inévitable du capitalisme contemporain. Et, depuis un peu plus d'un an, une des solutions avancées par plusieurs États américains serait d'offrir un salaire minimum à 15\$/h. Cette revendication existe aussi au Québec. Évidemment, de l'autre côté, il y a des détracteurs qui crient au loup et qui pointent, sans vraiment de fondement empirique, une épée de Damoclès évoquant la destruction potentielle de l'économie québécoise si une augmentation graduelle du salaire minimum d'environ 4\$ de l'heure survenait...

**LE PRIX DE NOS DÉSIRS** - Vous vous souvenez des tablettes de chocolat à 25 ¢ ? Nous sommes dans les années 70, le père de Justin Trudeau est premier ministre du Canada et la Coupe Stanley est pratiquement stationnée à Montréal...

#### **Je me souviens...**

**LES INÉGALITÉS : LE 1 % AU QUÉBEC** - La stagnation des revenus moyens et l'explosion des revenus des individus et des ménages les plus fortunés que l'on observe depuis quelques années indiquent toutefois que l'inégalité demeure d'actualité. L'immense disparité entre le salaire moyen des travailleuses et travailleurs et la rémunération

des hauts dirigeants des entreprises cotées en Bourse continuent à faire les manchettes dans la foulée de la crise de 2008, suscitant de vives réactions dans l'opinion publique...

**DES ÉLÈVES QUI LUI FONT PEUR: MENACÉ DE MORT PAR UN ÉLÈVE, CET ENSEIGNANT D'EXPÉRIENCE A DÛ PRENDRE UN ARRÊT DE TRAVAIL DE TROIS ANS** - Michel Laforge l'avoue franchement: même après 23 ans d'expérience comme enseignant, certains de ses élèves lui font peur...

**VERTIGES DU TRAVAIL** - Les carreaux des usines étaient toujours mal lavés. Beaucoup étaient cassés. En 1884, le Parlement du Québec limite le travail des femmes et des enfants à 60 heures par semaine. Les hommes, eux, goûtent au repos après 72 heures et demie de labeur. De minces filets de lumière ne sortent pas les travailleurs de la noirceur...

#### **Santé mentale :**

**SANTÉ MENTALE : LES JEUNES CRIENT AU SECOURS!** - De l'indignation, un fort désir de changement et un appel au débat public ressortent du «Forum Jeunes et santé mentale : Pour un regard différent» tenu à l'initiative de trois regroupements nationaux d'organismes communautaires, le vendredi 15 avril à Drummondville, sur les thèmes de la médicalisation des souffrances et des difficultés des jeunes...

**L'HIVER MEURTRIER** - L'hiver a été particulièrement dur cette année pour trois communautés autochtones. À Pimicikamak, au Manitoba, 100 enfants ont été mis sous surveillance après la découverte de pactes de suicide. À Attawapiskat, en Ontario, on a déclaré l'état d'urgence après 40 tentatives de suicide, dont 11 dans la même journée. Et à Kuujuaq, au Québec, cinq Inuits de 15 à 20 ans ont réussi à s'enlever la vie au cours des trois derniers mois. Le suicide est la première cause de mortalité chez les autochtones de moins de 45 ans, mais aujourd'hui il touche des enfants qui ont à peine l'âge de la puberté. « C'est la tragédie la plus lourde à laquelle nous devons faire face », a dit la ministre fédérale de la Santé, Jane Philpott...

**DES LISTES D'ATTENTE TROP LONGUES POUR LES SERVICES EN PSYCHOLOGIE** - Le Plan d'action en santé mentale 2015-2020 prévoyait un délai maximal de 30 jours pour obtenir un premier rendez-vous en santé mentale. Or selon les données obtenues par le Parti québécois, une personne sur quatre doit attendre plus d'un mois pour être vue une première fois par un psychologue ou un neuropsychologue dans le secteur public. Selon l'opposition officielle, Québec pourrait améliorer l'accès à ces services simplement en rémunérant l'internat des doctorants en psychologie...

#### **Organisation des soins et services :**

**SABSA : LA PETITE CLINIQUE QUI TIENT TÊTE À GAÉTAN BARRETTE** - Alors que le ministre Barrette cherche à faire toujours plus gros avec sa réforme de la santé, une petite clinique de superinfirmières s'entête à œuvrer hors du réseau. Mais elle pourrait être sur le point de perdre sa bataille...

**SABSA RÉPOND AUX BESOINS DE NOTRE QUARTIER** - Lettre au ministre de la Santé et des Services sociaux, Gaétan Barrette - Je vous écris afin de vous souligner l'importance que le conseil de quartier de Saint-Roch accorde à la pérennité de la Coopérative de solidarité SABSA qui fournit des soins et services de santé de proximité à la population des quartiers Saint-Roch et Saint-Sauveur de la ville de Québec...

**CLINIQUE SABSA: L'ORDRE DES INFIRMIÈRES APPELLE AU DIALOGUE** - La présidente de l'Ordre des infirmiers et infirmières du Québec, Lucie Tremblay, appelle au dialogue afin d'éviter la fermeture de la clinique sans médecin SABSA qui offre des services à des citoyens vulnérables...

**ELLE PRÉFÈRE ALLER TRAVAILLER EN ONTARIO: UNE SUPERINFIRMIÈRE DÉNONCE LE TROP GRAND POUVOIR DES MÉDECINS AU QUÉBEC** - Une des premières superinfirmières du Québec préfère faire une heure et demie de voiture par jour pour travailler en Ontario, car elle trouve qu'ici, le système de santé n'évolue pas assez vite...

**PRUDENCE MAL DOSÉE** - Le gouvernement fédéral a écarté les propositions les plus controversées du comité parlementaire spécial sur l'aide médicale à mourir, préférant avec justesse prendre le temps de les approfondir. Il a toutefois fait preuve d'un excès de prudence en excluant les malades graves qui ne sont pas près de mourir. En plus de s'écarter de la décision de la Cour suprême, son geste risque de provoquer de nouvelles contestations judiciaires...

**MALAISE AUTOUR DE L'ADMINISTRATION SANS SUPERVISION** - Le projet de loi fédéral ouvre la porte, Québec la refermerait immédiatement. Pour le Collège des médecins du Québec (CMQ), pas question de laisser les patients partir à la maison avec une prescription létale pour se l'administrer sans supervision médicale...

**QUÉBEC RÉFORME LES SERVICES AMBULANCIERS** - Des changements touchant le mode de financement, l'acquisition des véhicules et les négociations sont à prévoir dans le contrat liant la Coopérative des paramédics de l'Outaouais (CPO) au ministère de la Santé...

**REFONTE DU CONTRAT DE SERVICE DANS LE PRÉHOSPITALIER: OÙ SONT LES GAINS POUR LA POPULATION?** - La mobilisation des derniers jours menée par les syndicats FSSS-CSN du secteur préhospitalier d'urgence aura forcé le ministre Gaétan Barrette à dévoiler ses intentions quant au financement des services préhospitaliers d'urgence au Québec. Pour la FSSS-CSN, représentant le personnel de ces services névralgiques partout au Québec, cette annonce est précipitée, car malgré certaines bonnes nouvelles, plusieurs zones d'ombre demeurent...

#### **Services sociaux :**

**LA DYSLEXIE, UN FARDEAU, UNE FORCE** - Je fais mon coming out. Je suis dyslexique. Toute ma vie, j'ai avancé avec ce fardeau. À l'école, la montagne à franchir était impressionnante. Je me souviens de ces vieilles blessures dont je porte encore les marques. Lire comme un robot, écrire dans les pleurs et surtout ne pas être comme tout le monde...

**SERGE LAREAULT, PROTECTEUR DES OUBLIÉS DE LA SOCIÉTÉ - LE FONDATEUR DE «L'ITINÉRAIRE» DEVIENT LE PREMIER PROTECTEUR DES ITINÉRANTS DE LA VILLE DE MONTRÉAL** - «Il est là pour aider les itinérants à s'en sortir », a affirmé le maire Denis Coderre en annonçant que Serge Lareault devient, à compter de cette semaine, le premier protecteur des personnes en situation d'itinérance de la Ville de Montréal...

**L'ITINÉRANCE INVISIBLE** - Kuujuaq se voile sous la neige que le vent charrie d'entre les baraquements. Tommy Partidge sillonne les rues glacées de sa ville natale depuis le matin, attendant la réouverture du refuge pour itinérants en soirée. Comme lui, une dizaine de sans-logis trouvent le gîte et le couvert entre les murs de cet ancien hôtel ouvert il y a maintenant deux ans pour répondre à une problématique croissante au Nunavik : l'itinérance invisible...

**DES ENJEUX PROFESSIONNELS PARTAGÉS EN TRAVAIL SOCIAL** - Chers travailleurs sociaux et travailleuses sociales, Nous avons pris connaissance de la lettre que le groupe TS Québec : indignations et solutions a fait parvenir à l'Ordre des travailleurs sociaux et des thérapeutes conjugaux et familiaux du Québec (OTSTCFQ) pour lui faire part de certaines doléances et amorcer un dialogue dans le contexte de crise que traverse présentement votre profession. Quelque 6000 personnes ont adhéré à ce groupe Facebook, témoignant de l'ampleur de la mobilisation autour de plusieurs enjeux touchant la pratique du travail social dans l'état actuel du réseau de la santé et des services sociaux...

**LES SIGNALEMENTS SONT EN AUGMENTATION AU CENTRE JEUNESSE DU BAS-SAINT-LAURENT** - À l'approche du Super Party de Crabe de la Fondation du Centre jeunesse du BSL, qui aura lieu le 30 avril au Colisée Financière Sun Life, l'équipe du centre note une hausse des signalements, en lien avec une modification des réalités actuelles des jeunes...

**Personnes âgées :**

**LA RÉGIE S'UNIE POUR PROTÉGER LES AÎNÉS AU SEIN DU PROJET RADAR** - La Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent a signé le 5 avril, en partenariat avec cinq organismes de la région, une entente de collaboration et d'intervention...

**AÎNÉS: «POUR FAIRE VALOIR SES DROITS, IL FAUT LES CONNAÎTRE!»** - Une campagne nationale de sensibilisation des droits des aînés en santé a été lancée à Chambly, le 21 avril. C'est que la majorité des aînés ignorent qu'ils ont des droits à l'intérieur du réseau de la santé et des services sociaux...

**NOUVELLE APPROCHE SANTÉ POUR AÎNÉS EN RÉSIDENCE** - Activité physique soutenue, alimentation saine, prévention des chutes, action contre le tabagisme et pour la prise responsable de médicaments, la Direction de santé publique du CISSS de Laval innove en lançant un programme global qui devrait bientôt s'étendre à la plupart des résidences et maisons de chambres pour aînés...

**Médicaments :**

**ASSURANCE MÉDICAMENTS : LES COÛTS TOUJOURS EN HAUSSE** - La croissance des coûts se poursuit dans le secteur de l'assurance collective, alors que les régimes d'assurance médicaments privés du Québec ont vu le coût moyen des réclamations augmenter de 4,6 % en 2015, soit 1 % de plus que dans l'ensemble du Canada...

**L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE EN DÉCLIN À MONTRÉAL** - Montréal a longtemps été identifiée comme l'un des pôles de l'industrie pharmaceutique dans le monde. Mais cette plaque tournante de l'économie est aujourd'hui en déclin. En quelques années seulement, les investissements en recherche et développement ont fondu de moitié, ce qui a mené à la disparition de centaines d'emplois...

**JE ME SOUVIENS...**

**INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE - DOIT-ON SE Doter D'UN SECTEUR PHARMACEUTIQUE PUBLIC? LES SUBVENTIONS GOUVERNEMENTALES SONT SUPÉRIEURES AUX SOMMES NETTES CONSACRÉES À LA RECHERCHE** -

La recherche pharmaceutique est considérée comme l'un des fleurons de l'« économie du savoir » québécoise, au côté de l'industrie aéronautique et de celle des nouveaux médias. Vingt-huit grandes sociétés pharmaceutiques internationales sont maintenant installées principalement dans la grande région de Montréal, dont 12 des 15 groupes internationaux les plus importants. Ainsi, chaque année, près de 400 millions de dollars sont consacrés à la recherche et au développement pharmaceutiques au Québec, soit 43 % du total canadien, et ce, à parité avec l'Ontario. Faut-il se féliciter de cette apparente réussite ? Allons voir...

**L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE AU QUÉBEC : L'HEURE DU BILAN** - On apprenait la semaine dernière que la firme allemande TVM Capital allait gérer à Montréal un fonds d'investissement en science de la vie devant permettre, entre autres, à la pharmaceutique multinationale Eli Lilly de s'établir dans la métropole.

**L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE EST-ELLE EN DÉCLIN?** - Jusqu'à récemment, Montréal pouvait s'enorgueillir de voir l'industrie pharmaceutique comme un des secteurs les plus dynamiques de la métropole. On citait cette industrie comme un véritable succès, créateur d'emplois. Or, depuis quelques années, fusions et restructurations au plan mondial touchent aussi le Canada et le Québec. Les mises à pied et l'annonce récente de Merck, qui a

fermé son meilleur laboratoire de recherche au pays à Kirkland, dans la région de Montréal, ont semé l'inquiétude. L'industrie pharmaceutique est-elle en déclin?...

**VENDRE SA MAISON POUR GARDER SA PHARMACIE** - Affirmant être prise à la gorge financièrement à cause des mesures imposées par Québec au cours des derniers mois, une pharmacienne de l'Estrie a vendu sa maison pour pouvoir continuer d'exploiter son commerce. Selon elle, si le ministre de la Santé, Gaétan Barrette, persiste à ne lever le plafond des allocations professionnelles des pharmaciens que dans neuf mois, comme annoncé mercredi dernier, elle devra carrément fermer son commerce qui emploie plus d'une cinquantaine de personnes...

**MÉDICAMENTS : EN 2015, LES AMÉRICAINS ONT (ENCORE) DÉPENSÉ UNE FORTUNE** - Les dépenses des Etats-Unis en médicaments ont progressé de 8,5%, grimpant à 310 milliards de dollars, selon IMS Health, contre une hausse de plus de 14% un an plus tôt. Le cabinet prévoit une croissance des dépenses du système de santé au ralenti dans les années à venir malgré l'arrivée de nouveaux médicaments innovants et onéreux...

**Fiscalité, évitement / évasion fiscale, paradis fiscaux :**

**FRAIS MÉDICAUX : PLUS PAYANT QU'ON PENSE !** - Les médicaments de papa, les lunettes de maman, les broches de l'ado... Mine de rien, les frais médicaux peuvent vous coûter des milliers de dollars par année, mais aussi vous rapporter des centaines de dollars en crédits d'impôt...

**LES VALISES** - Même si les Panama Papers ne feront bientôt plus les manchettes, les révélations du Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ) ont fait craquer encore un peu plus le vernis qui enveloppe les élites d'ici et d'ailleurs d'une aura de bonté et d'altruisme...

**POWER CORPORATION AURAIT ÉTÉ ACTIONNAIRE D'UNE MULTINATIONALE AU COEUR DES PANAMA PAPERS** - Power Corporation a été actionnaire, jusqu'à l'an dernier, d'une société chinoise qui a régulièrement fait des affaires avec la firme Mossack Fonseca, a appris Radio-Canada. Les Panama Papers révèlent que cette compagnie, CITIC Pacific, a fait incorporer des dizaines de filiales dans des paradis fiscaux. Pendant de nombreuses années, André Desmarais, dirigeant de Power Corporation, a siégé au conseil d'administration de CITIC Pacific...

**POWER CORPORATION LIÉE À UNE ENTREPRISE CITÉE PAR LES PANAMA PAPERS: L'ENTREPRISE CHINOISE EST CITÉE DANS LES PANAMA PAPERS** - Une entreprise citée dans les Panama Papers dont Power Corporation a été en partie propriétaire est reliée à une firme en Chine objet d'une enquête pour des délits d'initiés présumés de ses plus hauts dirigeants...

**POWER CORPORATION A ÉTÉ ACTIONNAIRE D'UNE MULTINATIONALE AU COEUR DES PANAMA PAPERS** - Power Corporation a été actionnaire, jusqu'à l'an dernier, d'une société chinoise qui a régulièrement fait des affaires avec la firme Mossack Fonseca, a appris Radio-Canada. Les Panama Papers révèlent que cette compagnie, CITIC Pacific, a fait incorporer des dizaines de filiales dans des paradis fiscaux. Pendant de nombreuses années, André Desmarais, dirigeant de Power Corporation, a siégé au conseil d'administration de CITIC Pacific...

**LES BANQUES ET LES PARADIS FISCAUX** - Maintenant que la grève du Syndicat des étudiant(e)s employé(e)s à l'UQAM vient de terminer, mon assistant de recherche Frédéric peut revenir au boulot...

**PANAMA PAPERS: ET APRÈS?** - Le G20-Finances a ébauché la première réponse internationale au scandale des Panama Papers en appelant vendredi à Washington à s'attaquer aux sociétés offshore, tout en gardant un oeil inquiet sur le « Brexit » et l'économie mondiale...

**UNE LISTE NOIRE... ET COURTE: AU LIBAN, AU VANUATU ET AU PANAMA POURRAIENT S'AJOUTER NEUF ÉTATS SUR UNE ÉVENTUELLE «LISTE GRISE»** - Trois pays sont menacés de figurer sur la future liste noire des paradis fiscaux non coopératifs de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) qui sera établie en juillet à la demande du G20, le groupe des vingt pays les plus riches du monde : le Panama, le Liban et l'archipel du Vanuatu...

**« LES RICHES ESTIMENT QU'ILS ONT TOUS LES DROITS »** - Dîners mondains, beaux quartiers, chasses à courre, évasion fiscale... voilà trente ans que le couple de sociologues Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon dissèquent les comportements d'une caste endogame et prédatrice, ce qu'ils appellent « la violence des riches ». À leur actif, plus d'une vingtaine de livres sur la grande bourgeoisie. Ils nous expliquent comment ce groupe social sait se mobiliser pour défendre ses intérêts...

**Libre-échange :**

**BESOIN URGENT D'UNE ÉVALUATION COMPLÈTE ET INDÉPENDANTE DU PTP** - Le Réseau pour le commerce juste (RCJ) a donné le coup d'envoi de la portion vancouveroise des audiences sur le gigantesque Partenariat transpacifique en faisant une mise en garde à propos des nombreuses répercussions négatives de cet accord. Il a aussi réclamé de toute urgence une évaluation complète, publique et indépendante du PTP.

**Aussi :**

- **ASSEMBLÉE PUBLIQUE SUR LA PRIVATISATION TRANQUILLE DU RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX**, 27 avril, Centre St-Pierre, 19h.
- 1<sup>ER</sup> MAI : Téléchargez tout le matériel du 1er mai : <https://we.tl/o5R73LaLjB>.
- Articles de l'IRIS **pour la semaine se terminant le 04/22/2016**

---

# Séance publique d'information



## **ARRÊTEZ!**

**Organismes communautaires:**

**la solution de remplacement de nos services publics?**

Conférence de M. Jacques Benoît de la coalition Solidarité santé

**Le mardi 26 avril à 9 h 30**

**Au Centre de femmes Parmi Elles**

C'est gratuit mais vous devez vous inscrire avant le 22 avril!

819 222-5316 ou [info@cdcbecancour.ca](mailto:info@cdcbecancour.ca)

Une présentation de:





## UN SYSTÈME PUBLIC DE SANTÉ: NOTRE MEILLEURE ASSURANCE!

Vous voulez lutter contre la privatisation de notre système public de santé?

**Soutenez financièrement la Coalition solidarité santé.**

Envoyez votre contribution à Coalition Solidarité Santé,  
1601 De Lorimier, boîte postale 45, Montréal, Qc, H2K 4M5  
(Téléphone : 514-442-0577).

Tout montant est bienvenu.

Nous n'émettons pas de reçus de charité, mais de solidarité!

Merci d'avance!...

**DR BARRETTE, DR COUILLARD,**



**ARRÊTEZ!**